

Die toelagen worden toegekend op grond van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag vastgesteld door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", rekening houdend met :

- 1° het barema dat door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt bepaald voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen op grond van de erkende anciënniteit;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5% van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;
- 4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelage en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;
- 6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het Bureau van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" voor de vervangingen."

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

Art. 6. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het kindweldzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het kindweldzijn behoort,
Mevr. L. ONKELINX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1819

[C — 31302]

11 JUILLET 1996. — Décret relatif à la publicité de l'administration (1).

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Champs d'application et définition

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Le présent décret s'applique aux autorités administratives dépendant de la Commission communautaire française — ci-après dénommées "autorités administratives communautaires" — et aux autres autorités administratives mais, pour ces dernières, uniquement dans la mesure où, pour des motifs qui relèvent des compétences de la Commission communautaire française, le présent décret interdit ou limite la publicité des documents administratifs.

Art. 3. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- autorité administrative : une autorité administrative visée à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;
- document administratif : toute information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité administrative dispose;
- document à caractère personnel : document administratif comportant une appréciation ou un jugement de valeur relatif à une personne physique nommément désignée ou aisément identifiable, ou la décision d'un comportement dont la divulgation peut manifestement causer un préjudice à cette personne.

CHAPITRE II. — Publicité active

Art. 4. Afin de fournir au public une information claire et objective sur l'action des autorités administratives communautaires :

1° le Collège tient à la disposition de toute personne qui en fait la demande, un document décrivant ses compétences et l'organisation de son fonctionnement; il arrête le montant de la rétribution qui peut être réclamée pour la délivrance de ce document sans que ce montant ne puisse être supérieur à son prix coûtant;

2° toute correspondance émanant d'une autorité administrative communautaire indique le nom, la qualité, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne en mesure de fournir de plus amples informations sur le dossier;

3° la notification de toute décision à portée individuelle indique clairement les voies de recours possibles, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter par la personne qui s'estime lésée par la décision faite de quoi le délai de prescription pour introduire le recours ne prend pas cours.

CHAPITRE III. — Droit d'accès aux documents administratifs

Art. 5. Chacun a le droit, selon les conditions prévues par le présent décret, de consulter sur place un document administratif émanant d'une autorité administrative communautaire ou en recevoir communication sous forme de copie. Toutefois, les documents à caractère personnel ne sont accessibles que si le demandeur justifie d'un intérêt.

Art. 6. La demande de consultation ou de copie indique la matière concernée et, si possible, les documents administratifs concernés.

Elle est adressée par écrit à l'autorité administrative communautaire compétente selon les modalités arrêtées par le Collège, même si le document a déjà été déposé aux archives.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents de l'Assemblée. — 21, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 : Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion : séance du 5 juillet 1996. Adoption : séance du 8 juillet 1996.

Art. 7. L'autorité administrative communautaire qui n'est pas en possession du document demandé en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité qui, à son estime, est détentrice du document.

Les demandes sont enregistrées selon les modalités que le Collège arrête.

Art. 8. § 1er. L'autorité administrative refuse d'accéder à une demande si elle constate que l'intérêt de la publicité est primé par les intérêts suivants et ce, dans la mesure où ils relèvent de la Commission communautaire française :

- 1° la sécurité de la population;
- 2° les libertés et les droits fondamentaux des administrés;
- 3° les relations internationales;
- 4° l'ordre public et les missions de sûreté;
- 5° la recherche ou la poursuite de faits punissables;
- 6° un intérêt économique ou financier;
- 7° le caractère par nature confidentiel des informations d'entreprise ou de fabrication communiquées à l'autorité;
- 8° le secret de l'identité de la personne qui a communiqué le document ou l'information à l'autorité administrative communautaire à titre confidentiel pour dénoncer un fait punissable ou supposé tel.

§ 2. L'autorité administrative communautaire peut rejeter la demande si celle-ci :

1° concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise notamment parce que le document est inachevé ou incomplet;

2° concerne un avis ou une opinion communiqué librement et à titre confidentiel à l'autorité;

3° est manifestement abusive;

4° est formulée de façon manifestement trop vague.

§ 3. L'autorité administrative rejette la demande si la publicité donnée au document porte atteinte :

1° à la vie privée, sauf les exceptions prévues par la loi;

2° à une obligation de secret instaurée par le décret relevant des compétences de la Commission communautaire française;

3° au secret des délibérations du Collège, des autorités responsables relevant du pouvoir exécutif ou auxquelles une autorité administrative communautaire est associée.

§ 4. Lorsqu'en application des §§ 1er à 3 un document administratif ne doit ou ne peut être soustrait que partiellement à la publicité, la consultation ou la communication sous forme de copie est limitée à la partie restante.

§ 5. Le refus de communication est notifié dans les trente jours de la réception de la demande.

Il est motivé. L'absence de réponse dans le délai équivaut à un refus de communication.

Le délai de trente jours peut, par une décision motivée de l'autorité administrative être prolongé de quinze jours.

Art. 9. Toute personne qui démontre qu'un document administratif détenu par une autorité administrative communautaire contient des inexactitudes ou des informations incomplètes la concernant peut en obtenir, sans frais, la rectification. Celle-ci s'opère sur demande écrite de l'intéressé.

L'autorité administrative communautaire notifie dans les soixante jours de la réception de la demande, les motifs de refus ou d'ajournement de la rectification. L'absence de réponse dans le délai équivaut à un refus. Si l'autorité administrative communautaire s'estime incompétente pour apporter les rectifications, elle en informe sans délai le demandeur en identifiant l'autorité, qui, selon elle, est compétente.

Art. 10. § 1er. Une Commission d'accès aux documents administratifs est créée.

La composition et le fonctionnement de la Commission sont fixés par le Collège.

§ 2. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut, par lettre recommandée à la poste, adresser à l'autorité administrative communautaire concernée une demande de reconsidération. Au même moment, et selon la même procédure, il demande à la Commission d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'autorité administrative communautaire concernée dans les soixante jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'autorité administrative communautaire communique au demandeur la décision portant approbation ou refus de sa demande de reconsidération, dans les quinze jours qui suivent la réception de l'avis de la Commission ou l'écoulement du délai endéans lequel l'avis devait être communiqué par celle-ci.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'autorité administrative communautaire est réputée avoir rejeté la demande.

§ 3. La Commission peut également être consultée par une autorité administrative communautaire.

§ 4. La Commission peut, d'initiative émettre des avis sur l'application générale du présent décret. Elle peut soumettre à l'Assemblée des propositions relatives à son application et à sa révision éventuelle.

Dans le cadre de sa mission, la Commission peut se faire communiquer par les autorités administratives communautaires tout document ou explication qu'elle juge utile et consulter des experts.

Art. 11. Lorsque la demande de publicité porte sur un document administratif d'une autorité administrative communautaire incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur, l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis n'est pas requise pour autoriser la consultation sur place du document ou pour fournir des explications à son propos.

La copie d'une œuvre protégée par de tels droits d'auteur n'est permise que moyennant l'autorisation préalable de l'auteur ou de la personne titulaire de ces droits. L'autorité précise dans sa communication que l'œuvre est protégée par le droit d'auteur.

Art. 12. Toute personne qui a obtenu, en application du présent décret, un document et qui le diffuse ou le laisse diffuser ou l'utilise ou le laisse utiliser à des fins commerciales est punie d'un emprisonnement de 8 jours à 1 an et d'une amende de 26 à 100 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 13. La copie d'un document administratif peut être soumise au paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le Collège. Toutefois, ce montant ne peut être supérieur au prix de revient de la copie.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 14. Aucune disposition du présent décret ne peut être interprétée comme restreignant d'autres dispositions législatives qui prévoiraient une publicité plus étendue.

Art. 15. Toutes les dispositions du livre 1 du code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 y compris, sont applicables à l'infraction prévue par le présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 juillet 1996.

H. HASQUIN,

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, x la
des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

H. HASQUIN,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 1819

11 JULI 1996. — Decreet betreffende de openbaarheid van bestuur (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebieden en definitie

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, § 1, eerste lid, 116, § 1, 121, § 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op de administratieve overheden die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie - hierna genoemd "communautaire administratieve overheden" - en op de andere administratieve overheden doch, wat deze laatste betreft, slechts voor zover dit decreet op gronden die tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie behoren, de openbaarheid van bestuursdocumenten verbiedt of beperkt.

Art. 3. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

- administratieve overheid: een administratieve overheid zoals bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
- bestuursdocument: alle informatie, in welke vorm ook, waarover een administratieve overheid beschikt;
- document van persoonlijke aard: bestuursdocument dat een beoordeling of een waardeoordeel bevat van een met naam genoemd of gemakkelijk identificeerbaar natuurlijk persoon of de beschrijving van een gedrag waarvan het richtbaar maken aan die persoon kennelijk nadeel kan betrekken.

HOOFDSTUK II. — Actieve openbaarheid

Art. 4. Met het oog op een duidelijke en objectieve voorlichting van het publiek over het optreden van de communautaire administratieve overheden:

1° stelt het College aan eenieder die erom verzoekt een document ter beschikking met de beschrijving van zijn bevoegdheden en interne organisatie; het bepaalt het vergoedingsbedrag dat kan worden aangerekend voor het ter beschikking stellen van dit document zonder dat dat bedrag de kostprijs ervan mag overtreffen.

2° vermeldt elke briefwisseling uitgaande van een communautaire administratieve overheid de naam, de hoedanigheid, het adres en het telefoonnummer van degene die meer inlichtingen over het dossier kan verstrekken;

3° vermeldt de kennisgeving van elke beslissing met individuele strekking duidelijk de eventuele beroepsmogelijkheden, de instanties bij wie het beroep moet worden ingesteld en de geldende vormen en termijnen die moeten worden nageleefd door de persoon die zich benadeeld acht, bij ontstentenis neemt de verjaringstermijn voor het indienen van het beroep geen aanvang.

HOOFDSTUK III. — Recht van toegang tot bestuursdocumenten

Art. 5. Ieder heeft, volgens de voorwaarden bepaald door dit decreet, het recht om een bestuursdocument uitgaande van een communautaire administratieve overheid ter plaatse te raadplegen of er een mededeling in afschrift van te krijgen. De documenten van persoonlijke aard zijn evenwel slechts toegankelijk indien de verzoeker van een belang doet blijken.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Bescheiden van de Vergadering. — 21, nr. 1: Ontwerp van decreet; nr. 2: Rapport; nr. 3: Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking: vergadering van 5 juli 1996. Aanneming: vergadering van 8 juli 1996.

Art. 6. Het verzoek om inzage of afschrift vermeldt de betrokken aangelegenheid en, waar mogelijk, de betrokken bestuursdocumenten.

Het verzoek wordt schriftelijk gericht aan de bevoegde communautaire administratieve overheid volgens de nadere regelen die zijn bepaald door het College, zelfs indien het document in het archief is neergelegd.

Art. 7. De communautaire administratieve overheid die het gevraagde bestuursdocument niet onder zich heeft, stelt de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt hem de benaming en het adres mede van de overheid die volgens haar het document onder zich heeft.

De verzoeken worden opgetekend in een register volgens de nadere regelen die door het College zijn bepaald.

Art. 8. § 1. De administratieve overheid weigert in te gaan op een verzoek indien zij vaststelt dat het belang van de openbaarheid niet opweegt tegen de volgende belangen en dat voor zover ze onder de Franse Gemeenschapscommissie vallen :

- 1° de veiligheid van de bevolking;
- 2° de fundamentele rechten en vrijheden van de bestuurden;
- 3° de internationale betrekkingen;
- 4° de openbare orde en de veiligheidsopdrachten;
- 5° de opsporing of vervolging van strafbare feiten;
- 6° een economisch of financieel belang;
- 7° het uit de aard van de zaak vertrouwelijk karakter van de ondernemings- en fabricagegegevens die aan de overheid zijn meegedeeld;
- 8° de geheimhouding van de identiteit van de persoon die het document of de inlichting vertrouwelijk heeft meegedeeld ter aangifte van een strafbaar of strafbaar geacht feit.

§ 2. De communautaire administratieve overheid mag het verzoek afwijzen indien dit :

- 1° een bestuursdocument betreft waarvan de openbaarmaking om reden dat het document niet af of onvolledig is, tot misvatting aanleiding kan geven;
- 2° een advies of een mening betreft die uit vrije wil en vertrouwelijk aan de overheid is meegedeeld;
- 3° kennelijk onredelijk is;
- 4° kennelijk te vaag geformuleerd is.

§ 3. De administratieve overheid wijst het verzoek af wanneer de openbaarmaking afbreuk doet aan :

- 1° de persoonlijke levenssfeer, behalve in de bij wet bepaalde uitzonderingen;
- 2° een geheimhoudingsverplichting die is ingesteld bij het decreet behorend tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 3° het geheim van de beraadslagingen van het College, van de verantwoordelijke overheden die afhangen van de uitvoerende macht of waarbij een communautaire administratieve overheid betrokken is.

§ 4. Wanneer in toepassing van de §§ 1 tot 3 een bestuursdocument slechts voor een deel aan de openbaarheid moet of mag worden onttrokken, wordt de inzage of de mededeling in afschrift tot het overige deel beperkt.

§ 5. Van de afwijzing van een mededeling wordt kennisgegeven binnen de dertig dagen na ontvangst van het verzoek.

Ze wordt gemotiveerd. De ontstentenis van een antwoord binnen de termijn staat gelijk met een afwijzing van de kennisgeving.

De termijn van dertig dagen kan bij een gemotiveerde beslissing van de administratieve overheid met vijftien dagen worden verlengd.

Art. 9. Iedereen die aantoonbaar dat een bestuursdocument van een communautaire administratieve overheid onjuistheden of onvolledige gegevens bevat die op hem betrekking hebben, kan daarvan kosteloos de verbetering verkrijgen. Deze gebeurt op schriftelijke aanvraag van de betrokkene.

De communautaire administratieve overheid geeft binnen de zestig dagen na de ontvangst van het verzoek kennis van de redenen van het uitstel of de afwijzing. De ontstentenis van een antwoord binnen die termijn staat gelijk met een afwijzing. Indien de communautaire administratieve overheid zich onbevoegd acht om verbeteringen aan te brengen, stelt deze de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt ze hem de overheid mee die volgens haar bevoegd is.

Art. 10. § 1. Er wordt een Commissie voor de toegang tot de bestuursdocumenten opgericht.

De samenstelling en de werking van de Commissie worden vastgesteld door het College.

§ 2. Wanneer de verzoeker moeilijkheden ondervindt om de inzage of de verbetering van een bestuursdocument te verkrijgen op grond van dit decreet, kan hij bij een ter post aangetekende brief een verzoek tot heroverweging richten aan de betrokken communautaire administratieve overheid. Terzelfdertijd en volgens dezelfde procedure verzoekt hij de Commissie een advies uit te brengen.

De Commissie brengt haar advies ter kennis van de verzoeker en van de betrokken communautaire administratieve overheid binnen de zestig dagen na de ontvangst van het verzoek. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn wordt aan het advies voorbijgegaan.

De communautaire administratieve overheid brengt binnen vijftien dagen na de ontvangst van het advies van de Commissie of na verloop van de termijn waarbinnen zij kennis moest hebben gegeven van het advies, haar beslissing tot inwilliging of afwijzing van het verzoek tot heroverweging ter kennis van de verzoeker.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn wordt de communautaire administratieve overheid geacht een beslissing tot afwijzing te hebben genomen.

§ 3. De Commissie kan eveneens worden geraadpleegd door een communautaire administratieve overheid.

§ 4. De Commissie kan op eigen initiatief advies verstrekken betreffende de algemene toepassing van dit decreet. Ze kan aan de Vergadering voorstellen doen met betrekking tot de toepassing en de eventuele herziening ervan.

In het raam van haar opdracht kan de Commissie bij de communautaire administratieve overheden alle documenten of uitleg opvragen die zij nuttig acht, en deskundigen raadplegen.

Art. 11. Wanneer het verzoek om openbaarheid betrekking heeft op een bestuursdocument van een communautaire administratieve overheid waarin een auteursrechtelijk beschermd werk is opgenomen, is de toestemming van de maker of van de persoon op wie de rechten van deze zijn overgegaan niet vereist om ter plaatse inzage van het document te verlenen of uitleg erover te verstrekken.

Het afschrift van een auteursrechtelijk beschermd werk is slechts toegestaan met voorafgaande toestemming van de maker of van de persoon op wie de rechten van deze zijn overgegaan. De overheid wijst in haar mededeling op het auteursrechtelijk karakter van het werk.

Art. 12. Iedereen die in toepassing van dit decreet een document heeft verkregen en het verspreidt of laat verspreiden of het gebruikt of laat gebruiken voor commerciële doeleinden, wordt bestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 1 jaar en met een boete van 26 tot 100 frank, of met één van die straffen alleen.

Art. 13. Het afschrift van een bestuursdocument kan worden onderworpen aan het betalen van een vergoeding waarvan het bedrag door het College wordt vastgesteld. Dat bedrag mag evenwel niet hoger liggen dan de kostprijs van het afschrift.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 14. Geen enkele bepaling van dit decreet kan worden geïnterpreteerd als een beperking op andere wettelijke bepalingen die voorzien in een ruimere openbaarheid.

Art. 15. Alle bepalingen van boek 1 van het strafwetboek, hoofdstuk V uitgezonderd, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de overtreding waarin in dit decreet is voorzien.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 juli 1996.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, alsook voor Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College, bevoegd voor Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het College, bevoegd voor Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

[9629]

Bij koninklijk besluit van 31 mei 1996 is de aanwijzing van de heer Jans, L., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 10 september 1996.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

[9629]

Par arrêté royal du 31 mai 1996, la désignation de M. Jans, L., juge au tribunal de première instance de Hasselt, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 10 septembre 1996.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[414]

Hoofdpolitiecommissaris. — Ontslagverlening

Bij koninklijk besluit d.d. 4 augustus 1996 wordt aan de heer Van de Weyer, François, op zijn verzoek, met ingang van 1 november 1996, ontslag verleend uit zijn ambt van hoofdpolitiecommissaris van de stad Antwerpen (arrondissement Antwerpen).

Hij wordt gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

[412]

Politiecommissaris. — Benoeming

Bij koninklijk besluit d.d. 4 augustus 1996 is de heer Stouffs, Johan, benoemd tot politiecommissaris van de gemeente Zonnebeke (arrondissement Ieper).

[411]

Politiecommissaris. — Ontslagverlening

Bij koninklijk besluit d.d. 4 augustus 1996 wordt aan de heer Defreyne, Joseph, op zijn verzoek, met ingang van 1 oktober 1996, ontslag verleend uit zijn ambt van politiecommissaris van de gemeente Kuurne (arrondissement Kortrijk).

Hij wordt gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[414]

Commissaire de police en chef. — Démission

Par arrêté royal du 4 août 1996, la démission offerte par M. Van de Weyer, François, de ses fonctions de commissaire de police en chef de la ville d'Anvers (arrondissement d'Anvers), est acceptée à la date du 1er novembre 1996.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[412]

Commissaire de police. — Nomination

Par arrêté royal du 4 août 1996, M. Stouffs, Johan, est nommé commissaire de police de la commune de Zonnebeke (arrondissement d'Ypres).

[411]

Commissaire de police. — Démission

Par arrêté royal du 4 août 1996, la démission offerte par M. Defreyne, Joseph, de ses fonctions de commissaire de police de la commune de Kuurne (arrondissement de Courtrai), est acceptée à la date du 1er octobre 1996.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.